



GROUPEMENT
HOSPITALIER
DE TERRITOIRE
LOIRE ATLANTIQUE

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

Type de procédure : Marché public passé selon une **procédure adaptée** en application des articles L.2123-1, R.2123-1 2° et R.2123-4 à R.2123-6 du Code de la Commande publique.

MARCHE DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

Référence de la consultation : **PAS-25052**

ENTRETIEN, REPARATION, CONTROLE TECHNIQUE POUR LE PARC AUTOMOBILE DE L'ETABLISSEMENT CH DAUMEZON

SOMMAIRE

ARTICLE I – POUVOIR ADJUDICATEUR.....	3
ARTICLE II – OBJET ET DESCRIPTION DU MARCHE.....	3
II.1 Objet	3
II.2 Allotissement.....	3
II.3 Forme.....	3
II.4 Type d'accord cadre	3
II.4 Conditions d'attribution des bons de commande	4
ARTICLE III – DUREE DU MARCHE.....	4
III.1 Durée	4
III. 2 Reconduction	4
ARTICLE IV- PIECES CONTRACTUELLES.....	4
ARTICLE VII- PRIX ET REGLEMENT	5
VII.1 Définition des prix.....	5
VII.2 Evolution des prix	5
ARTICLE VIII – PAIEMENT ET FACTURATION	6
VIII.1 Modalités de règlement : acomptes et règlements partiels définitifs.....	6
VIII.2 Délai de paiement.....	6
VIII.3 Présentation des factures.....	6
VIII. 4 Transmission des demandes de paiement.....	7
ARTICLE X – PENALITES.....	7
ARTICLE XI – RESPONSABILITES ASSURANCE	8
ARTICLE XIII – GARANTIE	8
ARTICLE XII – RESILIATION DU CONTRAT.....	8
ARTICLE XIII – EXCECUTION AU FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE.....	9
ARTICLE XIV – CLAUSE DE REEXAMEN	9
XVI– DIFFEREND ET LITIGE	9
ARTICLE XVII – DEROGATION AU C.C.A.G.-F.C.S.....	10

ARTICLE I – POUVOIR ADJUDICATEUR

Représentant du pouvoir adjudicateur :	CHU DE NANTES
Adresse :	Etablissement support du GHT44
Adresse électronique :	Le Directeur Général du CHU de Nantes
Adresse du profil acheteur	5 allée de l'île gloriette
Adresse internet	44093 Nantes cedex
	bureau.desmarches@chu-nantes.fr
	https://www.marches-publics.gouv.fr
	http://www.chu-nantes.fr
Référent Administratif et Technique :	Carole LE GAT
Téléphone :	02 53 48 26 98
Adresse électronique :	Carole.legat@chu-nantes.fr

ARTICLE II – OBJET ET DESCRIPTION DU MARCHE

II.1 Objet

La présente consultation a pour objet la **maintenance, l'entretien, la réparation et le contrôle technique pour le parc automobile de l'établissement de Daumézou (Bouguenais).**

II.2 Allotissement

Le marché n'est pas alloti.

II.3 Forme

Le contrat conclu est un **accord-cadre** qui s'exécutera au fur et à mesure de l'émission de bons de commande, conformément aux dispositions de **l'article R.2162-2 alinéa 2 et des articles R. 2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.**

Le montant maximum de ce marché est de **80 000€ HT.**

II.4 Type d'accord cadre

L'accord cadre est mono-attributaire exécuté par l'émission de bons de commande en application de l'article R.2162-4 du code de la commande publique. Il est conclu avec maximum en valeur (cf. Article II.3 ci-dessus) sur l'ensemble de la durée du marché.

II.4 Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par l'établissement.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur de l'établissement adhérent pourra être honoré par le titulaire. En cas de non-respect des dispositions du présent article, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de refuser le paiement des factures présentées par le titulaire.

Les bons de commande préciseront :

- Le nom ou raison sociale du titulaire
- Le numéro de marché
- La date et le numéro de la commande
- La désignation de la fourniture à livrer
- La quantité commandée
- Le montant du bon de commande
- La date et le lieu de livraison prévue

Les bons de commande pouvant être émis jusqu'à l'expiration de la durée de validité de l'accord cadre, leur exécution pourra donc se prolonger au-delà de la date d'expiration du marché.

ARTICLE III – DUREE DU MARCHÉ

III.1 Durée

Le marché est conclu pour une période initiale allant de la date de notification jusqu'au 30 juin 2026.

III. 2 Reconduction

Ce marché pourra éventuellement être **reconduit 1 fois** de manière TACITE pour une durée de 12 mois à compter de sa date d'anniversaire. La durée maximale totale du marché n'excèdera pas **24 mois** (période(s) de reconduction éventuelle comprise(s)). Le titulaire ne pourra pas refuser la reconduction conformément aux dispositions de l'article R2112-4 du code de la commande publique.

En cas de non reconduction, le pouvoir adjudicateur informera le titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard 3 mois avant la fin de la durée de validité du marché.

ARTICLE IV- PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles de l'accord cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (ATTRI) et son annexe 1 « Bordereaux des prix unitaires »
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) n° **PAS-25052** et son annexe :
 - Annexe 1 « Recueil des informations des établissements »

- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) n° **PAS-25052** et son annexe :
 - Annexe 1 « Parc automobile de l'établissement »
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.
- Le cadre de réponse technique
- L'offre technique du candidat (mémoire)

L'original de chacun de ces documents, conservés dans les archives du Centre Hospitalier Universitaire de Nantes, établissement support du GHT, fait seule foi.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG FCS, la notification de l'accord cadre ne comporte pas systématiquement les autres pièces constitutives de ce dernier.

Toute clause portée par le(s) titulaire(s) sur les documents annexés à l'acte d'engagement notamment les conditions générales de vente qui serait contradictoire aux dispositions des autres documents contractuels est inopposable au pouvoir adjudicateur.

ARTICLE VII- PRIX ET REGLEMENT

VII.1 Définition des prix

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement. Ils sont appliqués aux quantités réellement livrées.

Les offres seront présentées H.T. et T.T.C. Elles feront apparaître le taux de la T.V.A. en vigueur à la date de remise des offres. Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents au traitement de la commande, au conditionnement, à l'emballage, au transport et à la livraison des marchandises.

VII.2 Evolution des prix

Les prix sont fermes en ce qui concerne la première année d'exécution du marché puis actualisables à la date anniversaire du marché pour les années suivantes (soit au 1^{er} juillet de chaque année).

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres (ou de remise de l'offre finale du titulaire en cas de négociation). Ils seront révisés annuellement à la date anniversaire du marché.

La révision doit être impérativement communiquée à l'acheteur au minimum un mois avant la date d'anniversaire du marché.

Les nouveaux tarifs seront effectifs à la date d'anniversaire du marché chaque année après vérification de l'acheteur

La révision interviendra par application de la formule suivante :

Maintenance, Contrôle Technique, entretien et réparation des véhicules < 3.5T

$$P = 0.70(I_n/I_o) + 0.15(X_n/X_o) + 0.15$$

Selon les dispositions suivantes :

P = prix révisé

I_n = dernière valeur de l'indice connu à la date d'anniversaire de l'accord cadre

I_o = indice de référence du mois de remise de l'offre finale du titulaire

X_n = dernière valeur de l'indice connu à la date d'anniversaire de l'accord cadre

X_o = indice de référence du mois de remise de l'offre finale du titulaire

Les prix ainsi révisés seront invariables pendant un an.

Les indices de prix sont les suivants :

Indice	Code	Libellé
I	ICHT-G	Indice mensuel du coût horaire du travail révisé – salaires et charges – tous salariés – industries mécaniques et électriques (1565183)
X	IPC	Indice des prix à la consommation harmonisée annuel – Base 2015 – Ensemble des ménages - Nomenclature Coicop 07.2.3.0 – Entretiens et réparation de véhicules particuliers

ARTICLE VIII – PAIEMENT ET FACTURATION

VIII.1 Modalités de règlement : acomptes et règlements partiels définitifs

➤ Modalités de règlement : acomptes et règlements partiels définitifs

Les modalités de règlement applicables sont définies à l'article 11 du C.C.A.G.-F.C.S.

VIII.2 Délai de paiement

Le délai de paiement est de 50 jours maximum, à l'exception des structures de coopération (GCS, GIP) pour lesquels ce délai est de 30 jours maximum.

Le point de départ dudit délai est la date de réception de la demande de paiement ou de la date d'admission des prestations, si cette date est postérieure à la date de réception de la demande de paiements. Cette date est constatée par l'ordonnateur.

VIII.3 Présentation des factures

Outre les mentions légales, les factures établies par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct, comportent obligatoirement les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation du titulaire (nom ou raison sociale, adresse complète, numéro de SIRET)

- La désignation du destinataire de la facture (nom et numéro SIRET) avec l'indication du code d'identification du service en charge du paiement
- Le numéro de la facture : numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries
- Le numéro du marché
- En cas de marché exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total de la facture et le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires

VIII. 4 Transmission des demandes de paiement

Conformément à l'article L2192-1 du Code de la commande publique, le titulaire a l'obligation de transmettre ses factures sous forme électronique lorsque le contrat est conclu avec des personnes morales de droit public.

L'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

La transmission des factures, dans le cadre du présent marché, s'effectue obligatoirement, sur le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat CHORUS PRO. (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectuées sur le portail de facturation selon les modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégralité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'acheteur public doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et l'invitant à utiliser « chorus ».

ARTICLE X – PENALITES

Les pénalités suivantes pourront être appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire. Elles sont cumulables.

Les pénalités pourront être payées par déduction opérée sur la première facture présentée par le titulaire au bénéficiaire postérieurement au constat du manquement.

Par dérogation de l'article **14.1.2 du CCAG FCS**, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 15 % du montant total hors taxes du marché ou du bon de commande.

Par dérogation à l'article **14.1.3 du CCAG FCS**, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1000 euros HT pour l'ensemble du marché.

❖ **Pénalités de retard**

Non-respect des délais de réparation mentionnés à l'article 2.1 du CCTP.

- Montant forfaitaire de 50 € par jour de retard pour les véhicules

❖ **Pénalités de non suivi hebdomadaire**

En cas de manquement aux obligations de suivi hebdomadaire dans le cadre de prise en charge par un garage partenaire (Cf article 2.1 du CCTP), une pénalité forfaitaire de 100€ sera appliquée par semaine de retard, sans préjudice d'éventuels dommages et intérêts que pourrait réclamer l'établissement en cas de préjudice avéré.

ARTICLE XI – RESPONSABILITES ASSURANCE

Le titulaire devra être assuré en responsabilité civile contre tout dommage pouvant affecter les personnes (agent de l'établissement, usagers, visiteurs) et les biens, à l'occasion de la livraison et de la mise en service de ses produits, qu'il soit commis par ses agents, représentants ou sous-traitants. Le titulaire devra pouvoir justifier de cette assurance dès la notification du marché public.

A tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE XIII – GARANTIE

Les produits sont garantis contre tout vice de fabrication ou défaut de matière, à compter du jour de leur réception et pendant toute la durée de leur utilisation.

ARTICLE XII – RESILIATION DU CONTRAT

En cas de non-respect des clauses contractuelles et notamment celles relatives à la livraison et à leur qualité, le CHU de Nantes pourra résilier le marché public, par lettre recommandée, après avoir invité le titulaire à présenter ses observations dans un délai de 15 jours.

Il en sera de même dans le cas où les articles retenus ne donneraient pas toutes les satisfactions souhaitées ou en cas de défaut ou d'incident constaté lors de l'utilisation des articles proposés.

La résiliation sera prononcée le cas échéant avec exécution des prestations aux frais et risques du titulaire défaillant.

ARTICLE XIII – EXECUTION AU FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

En cas de refus de livraison, de retard ou de non remplacement dans les délais accordés d'une fourniture, les établissements se fourniront là où ils le jugeront utile. En cas de différence de prix au détriment de l'établissement, celle-ci sera mise de plein droit à la charge du titulaire.

Elle sera déduite d'une prochaine facturation, demandée sous forme d'avoir ou de titre de recette émis par les établissements

ARTICLE XIV – CLAUSE DE REEXAMEN

1) En application des articles R.2194-1 et R.2194-6 1° du code de la commande publique, le marché public pourra être modifié, après accord du CHU de Nantes, lorsque le titulaire initial cède son marché public à un tiers à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le marché public aux obligations de publicité et de mise en concurrence. Le nouveau titulaire doit remplir les conditions qui avaient été fixées par l'acheteur pour la participation à la procédure de passation du marché public initial. En cas d'accord du CHU de Nantes, la modification sera formalisée par un avenant ou par une décision de modification unilatérale. En cas de désaccord du CHU de Nantes, le marché public sera résilié aux torts du titulaire initial.

2) En application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique, le marché public pourra être modifié, à la demande du CHU de Nantes en tant qu'établissement support du GHT, lorsque l'intégration d'une ou plusieurs prestations d'un ou des membre(s) du GHT 44 est devenue nécessaire et à condition que cette modification n'entraîne pas d'autres modifications substantielles.

En cas d'accord du titulaire du marché public, la modification sera formalisée par un avenant ou par une décision de modification unilatérale du marché.

XVI– DIFFEREND ET LITIGE

Il sera fait application du chapitre 7 du Cahier des Clauses Administratives Générales en cas de litige survenu entre le Titulaire et le CHU de Nantes.

ARTICLE XVII – DEROGATION AU C.C.A.G.-F.C.S

Article 4 déroge à l'article 4.1 du C.C.A.G. F.C.S.

Article 10 déroge à l'article 14.1.3 du C.C.A.G.F.C.S
